

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AMR 41/072/2007 – ÉFAI

7 décembre 2007

**AU 327/07**      **Craintes pour la sécurité / Menaces de mort**

**MEXIQUE**      **Nancy Mota Figueroa (f)**

---

Nancy Mota Figueroa, leader d'une organisation de femmes à Oaxaca et militante de l'*Asamblea popular del pueblo de Oaxaca* (Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca, APPO) a été enlevée, puis relâchée, par des individus armés non identifiés le 2 décembre. Ils lui ont posé des questions sur d'autres militants de l'APPO, l'ont menacée de mort et de viol, ainsi que d'un nouveau rapt. Amnesty International est gravement préoccupée par la sécurité de cette femme.

D'après Nancy Mota, tandis qu'elle marchait dans une rue d'Oaxaca, un véhicule blanc de type SUV aux vitres teintées et sans plaques d'immatriculation s'est arrêté à sa hauteur. Deux hommes masqués en sont sortis et l'ont poussée à l'intérieur, avant de couvrir ses yeux d'un bandeau imprégné d'un liquide irritant.

Selon son témoignage, alors que le véhicule roulait dans les rues d'Oaxaca, les deux hommes l'ont interrogée sur d'autres militants de l'APPO, dont certains sont actuellement détenus. Ils lui ont enfoncé la tête entre ses genoux puis lui ont tiré les cheveux et pointé deux armes sur la tête. Elle les a entendus appuyer sur la gâchette et menacer de tirer sur elle. Les hommes lui ont ordonné de cesser son action militante, faute de quoi ils la kidnapperaient à nouveau et la violeraient. Nancy Mota Figueroa a également été frappée au ventre. Au bout d'une heure de séquestration, elle a été libérée dans un terrain vacant proche du centre-ville et menacée d'un nouvel enlèvement. Les ravisseurs auraient par ailleurs téléchargé tous les numéros de téléphone sauvegardés sur son téléphone portable.

Nancy Mota a porté plainte auprès du bureau du procureur général de l'État d'Oaxaca et a raconté son enlèvement lors d'une conférence de presse.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

Un conflit politique et social a éclaté en juin 2006 à Oaxaca, à la suite d'une grève enseignante qui s'est transformée en un vaste mouvement social mené par l'*Asamblea popular del pueblo de Oaxaca* (Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca, APPO) et appelant le gouverneur à démissionner. Au cours des manifestations, les autorités municipales, fédérales et de l'État se sont rendues responsables de graves violations des droits humains, notamment de placements en détention arbitraires et au secret, d'actes de torture et d'autres formes de mauvais traitements. Certains manifestants se sont également livrés à des infractions pénales. Des sympathisants du mouvement d'opposition ont été arrêtés à de multiples reprises et harcelés par le biais d'inculpations sur la foi d'éléments forgés de toutes pièces (voir l'AU 92/07, AMR 41/017/2007, 19 avril 2007, ainsi que le rapport *Oaxaca : Une exigence de justice*, AMR 41/031/2007, 31 juillet 2007). Les personnes présumées responsables n'ont pas été traduites en justice, malgré les nombreuses plaintes au niveau fédéral et à celui de l'État.

## **ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :**

- faites part de l'inquiétude que vous inspirent les informations selon lesquelles Nancy Mota Figueroa, défenseure des droits de la femme et des droits sociaux et militante politique, a été enlevée et menacée à Oaxaca, le 2 décembre, par des individus armés non identifiés ;
- dites-vous inquiet à l'idée que d'autres militants sociaux et politiques d'Oaxaca, en particulier ceux de l'APPO, ne subissent le même traitement ;

- priez les autorités de veiller à ce qu'une enquête exhaustive et impartiale soit menée dans les meilleurs délais sur cet enlèvement, ainsi que sur les menaces et les mauvais traitements dont Nancy Mota a fait l'objet, et de faire le nécessaire pour que les responsables présumés soient déférés à la justice ;
- exhortez les autorités à assurer la protection de cette femme, conformément à ses souhaits.

**APPELS À :**

Ministre de l'Intérieur :

Francisco Javier Ramirez Acuña

Secretario de Gobernación, Secretaría de Gobernación

Bucareli No. 99, Edificio Cobián, 1er piso, Col. Juárez, Del. Cuauhtémoc, Mexico D.F. 06600, Mexique

**Fax :** +52 55 5093 3414

**Courriers électroniques :** [secretario@segob.gob.mx](mailto:secretario@segob.gob.mx)

**Formule d'appel :** Señor Secretario, / Monsieur le Ministre,

Gouverneur de l'État d'Oaxaca :

Lic. Ulises Ruiz Ortiz

Gobernador del Estado de Oaxaca

Carretera Oaxaca-Puerto Angel, Km. 9.5, Santa María Coyotepec, Oaxaca C.P. 71254, Oaxaca, Mexique

**Fax :** +52 951 502 0530 (Si une personne décroche, veuillez dire : " Me da tono de fax, por favor ")

**Courriers électroniques :** [gobernador@oaxaca.gob.mx](mailto:gobernador@oaxaca.gob.mx)

**Formule d'appel :** Señor Gobernador, / Monsieur le Gouverneur.

Procureur général de l'État d'Oaxaca :

Lic. Evencio Nicolás Martínez Ramírez

Procurador General de Justicia del Estado de Oaxaca, Avenida Luis Echeverría s/n, Col. La Experimental, San Antonio de la Cal, Oaxaca, C.P. 71236, Oaxaca, Mexique

**Fax :** +52 951 511 5519

**Formule d'appel :** Estimado Procurador, / Monsieur le Procureur,

**COPIES À :**

Président de la Commission nationale des droits humains (CNDH) :

Dr. José Luis Soberanes Fernández, Presidente de la Comisión Nacional de Derechos Humanos

Periférico Sur 3469, 5º piso, Col. San Jerónimo Lídice, México D.F. 10200, Mexique

**Courriers électroniques :** [correo@fmdh.cndh.org.mx](mailto:correo@fmdh.cndh.org.mx)

Organisation locale de défense des droits humains :

Liga Mexicana por la Defensa de derechos humanos – Filial Oaxaca

Calle Murguía no. 600, Col. Centro, Oaxaca, Estado de Oaxaca, CP. 68000, Mexique

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Mexique dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.** APRÈS LE 25 JANVIER 2008, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.